



CANADA

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

DIVISION DE L'INFORMATION
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES
OTTAWA - CANADA

N° 73/14

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Mitchell Sharp, à la réunion annuelle de la Presse canadienne, à Toronto, le 2 mai 1973.

* * * *

L'une des hommes distingués qui m'ont précédé au poste de ministre des Affaires étrangères, feu M. Mike Pearson, a acquis une réputation enviable pour sa façon de collaborer avec les médias. Il était bien connu pour la spontanéité avec laquelle il s'entretenait avec les journalistes, non seulement lorsqu'il s'agissait de leur donner des renseignements de fond mais aussi dans des conférences plus officielles avec vos représentants. Cependant, le monde dans lequel il oeuvrait était bien différent du monde d'aujourd'hui. Nos relations avec les autres pays et en particulier avec les États-Unis étaient, j'ose le dire, beaucoup plus simples qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. Bien sûr, c'est M. Pearson lui-même qui a parlé, au cours des années cinquante, de la fin d'une période de relations faciles et allant de soi avec les États-Unis. Pourtant, il n'y a que dix ans, on pouvait encore décrire la politique étrangère du Canada, comme l'avait fait plus tôt avec un brin de cynisme un jeune agent de mon ministère comme étant égale à Royaume-Uni plus États-Unis, le tout divisé par deux.

D'ailleurs, les questions internationales ne semblaient pas toucher de près la vie de bien des Canadiens, sauf dans la mesure où l'éventualité d'une guerre mondiale nous mettait en cause ou risquait de la faire. C'est pourquoi jusqu'à une période relativement récente les Canadiens étaient disposés pour la plupart à laisser ces questions à quelques "mordus" des affaires étrangères comme vous et moi. En somme, les affaires étrangères, c'était pour les autres. Les relations du Canada semblaient sûres et bien en ordre. Nous nous prononcions en faveur du "bien" aux Nations Unies et nous accomplissions une foule de tâches utiles de par le monde par sens du devoir plutôt qu'en vertu d'une nécessité nationale. Ce rôle tout à fait réconfortant était possible surtout parce qu'il n'y avait à peu près aucun problème sérieux sur la scène internationale qui ait une influence sur les Canadiens en tant que tels.

Je ne veux pas dire par là qu'à un moment précis tout cela ait cessé et que nous ayons compris soudain qu'il n'était plus possible de protéger